



Conseil économique et social

Distr. limitée
4 mars 2005
Français
Original: anglais

Commission de la condition de la femme

Quarante-neuvième session

28 février-11 mars 2004

Point 3 de l'ordre du jour

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et de la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »**

États-Unis d'Amérique : projet de résolution

Promotion économique de la femme

La Commission de la condition de la femme,

Rappelant la résolution 58/142 de l'Assemblée générale du 22 décembre 2003 sur la participation des femmes à la vie politique, sa résolution 58/206 du 23 décembre 2003 sur la participation des femmes au développement et sa résolution 59/246 du 22 décembre 2004, dans laquelle elle se félicite du lancement de l'Année internationale du microcrédit (2005),

Rappelant également ses propres conclusions concertées sur l'élimination de la pauvreté à l'heure de la mondialisation, notamment grâce au renforcement du pouvoir des femmes tout au long de leur vie, et sur la participation et l'accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et de la communication, leur influence sur la promotion de la femme et le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur utilisation à cette fin,

Prenant acte du rapport de la Commission du secteur privé et du développement intitulé « Libérer la capacité d'entreprendre : mettre le monde de l'entreprise au service des pauvres », qui a notamment souligné le rôle important des femmes chefs d'entreprise dans la croissance économique des pays en développement,

Prenant acte également du plan d'action adopté en juin 2004 par les pays du G-8 intitulé « Appliquer le pouvoir de l'entreprise à l'élimination de la pauvreté »,

¹ Voir à l'adresse <<http://www.undp.org/cpsd>>.



Constatant que des centaines de millions de femmes dans le monde vivent dans la misère, la plupart d'entre elles dans des zones rurales où leurs moyens d'existence sont tributaires d'activités de subsistance et de petites exploitations,

Soulignant que la pauvreté peut être diminuée lorsque les hommes et les femmes démunis ont accès à l'éducation, sont traités sur un pied d'égalité et bénéficient de la liberté économique, des avantages de la bonne gouvernance et de l'état de droit,

Estimant qu'améliorer la condition économique des femmes, c'est améliorer également celle de leurs familles et de leurs communautés,

Reconnaissant que la pleine participation des femmes à la prise de décisions politiques, sociales et économiques dans leurs sociétés peut renforcer les politiques de développement,

Notant avec préoccupation que les femmes sont souvent sous-représentées dans les organes officiels d'élaboration des politiques et n'ont pas accès dans des conditions d'égalité à l'éducation, à des services financiers, aux droits de propriété et d'héritage et autres protections juridiques, et que la discrimination dont elles font l'objet constitue un obstacle considérable à leur promotion économique,

Estimant que les technologies de l'information et des communications peuvent être un instrument primordial pour développer le talent d'entrepreneur chez les femmes, ouvrir l'accès à des services financiers et à des informations concernant le marché, et permettre aux petites entreprises de trouver des débouchés,

Convenant que le respect de l'état de droit, des libertés civiles et politiques, des droits de l'homme et de la démocratie, la promotion de la liberté économique et la non-discrimination sont des éléments indispensables pour favoriser une croissance économique durable,

1. *Demande* aux États Membres de :

a) Éliminer la discrimination, garantir l'égalité d'accès, encourager activement la participation des femmes et des filles à l'éducation à tous les niveaux et élaborer des programmes de formation commerciale à l'intention des femmes;

b) Mettre en œuvre les réformes législatives et administratives voulues pour créer un environnement porteur pour les femmes chefs d'entreprise, ce qui signifie notamment un cadre macroéconomique de qualité; des systèmes de gestion des ressources publiques responsables; un climat propice à l'investissement, des marchés compétitifs, des contrats exécutoires, l'absence de corruption, des politiques réglementaires qui inspirent la confiance dans le marché, des droits de propriété et d'héritage clairement définis et la réduction des entraves au commerce;

c) Promouvoir la collecte, la diffusion et l'analyse de statistiques ventilées par sexe pour favoriser un meilleur suivi de la condition de la femme, notamment pour ce qui est de l'éducation, des possibilités d'emploi, des revenus, de la propriété et de l'accès aux ressources financières;

d) Éliminer la discrimination sur le lieu de travail, en assurant l'égalité des chances en matière de recrutement et de promotion des femmes;

e) Favoriser un développement plus poussé du secteur financier pour faciliter l'accès des femmes à l'épargne, au crédit et à d'autres services financiers,

grâce à des mesures d'incitation et à la mise en place d'intermédiaires qui répondent aux besoins des femmes chefs d'entreprise dans les zones rurales et urbaines, et faire participer les femmes à la conduite des affaires, à la planification et à la prise de décisions;

f) Inciter les entreprises, les organisations non gouvernementales, les associations professionnelles, les coopératives, les fonds de crédit renouvelable, les coopératives de crédit, les organisations communautaires, les groupes de femmes et d'autres groupes à concevoir des services à l'intention des femmes chefs d'entreprise et à les mettre à leur disposition;

g) Aider les femmes rurales à trouver de nouvelles activités rémunératrices en prenant note de l'importance que revêt le secteur agricole dans les pays les plus pauvres et de la nécessité de renforcer la sécurité du régime foncier et de la propriété pour mobiliser des ressources et assurer une bonne intendance de l'environnement;

h) Promouvoir des programmes gouvernementaux et de la société civile propres à améliorer les chances économiques des femmes vulnérables, telles les veuves, les handicapées, les femmes âgées, les femmes appartenant à des minorités raciales et ethniques, les réfugiées et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, et favoriser la création d'institutions et d'associations qui conçoivent des services à l'intention des femmes chefs d'entreprise et les mettent à leur disposition, en particulier dans les zones rurales;

i) Promouvoir, dans des conditions d'égalité, l'accès des femmes aux activités économiques faisant appel aux technologies de l'information et des communications, telles que les petites entreprises et le télétravail, ainsi qu'aux systèmes informatiques et à des technologies améliorées, et poursuivre la création de centres de télétravail, de points d'accès locaux et de pépinières d'entreprises;

2. *Invite* tous les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies compétents, conformément à leur mandat respectif, à aider les gouvernements à renforcer leur capacité de réformer les lois, pratiques et institutions afin de promouvoir l'esprit d'entreprise chez les femmes;

3. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport sur l'application de ces mesures à la Commission de la condition de la femme, à sa cinquantième session.